



Réunion stratégique du Civil Society Dialogue Network

La Politique de diligence raisonnable de l'UE en matière de droits humains pour le soutien aux secteurs de la sécurité : contributions de la société civile

Mercredi 1^{er} février 2023 (9h15 – 11h30 CET)

Centre de conférence Scotland House et en ligne
Rond-Point Robert Schuman 6, 1040 Bruxelles

Note de concept

Contexte

En 2020, l'Union européenne (UE) a adopté son [plan d'action en faveur des droits de l'homme et de la démocratie pour la période 2020–2024](#). Avec l'objectif de « renforcer l'approche participative et fondée sur les droits de l'homme dans la prévention des conflits et la résolution des crises », le plan d'action comprend un engagement à développer une Politique de diligence raisonnable en matière de droits humains (HRDDP) « afin de garantir que le soutien de l'UE au secteur de la sécurité, y compris dans le contexte des missions et opérations de sécurité et de défense commune, est conforme au droit des droits de l'homme et au droit international humanitaire, le cas échéant ». La [communication sur l'action humanitaire de l'UE](#) (2021) et la [boussole stratégique de l'UE en matière de sécurité et la défense](#) (2022) soulignent également l'importance d'élaborer une politique de diligence raisonnable afin de garantir le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits humains.

La diligence raisonnable en matière de droits humains et de droit international humanitaire exige de faire preuve d'une prudence raisonnable lorsque l'UE apporte son soutien aux forces de sécurité de ses gouvernements partenaires, notamment en identifiant, en évaluant et en atténuant les risques éventuels d'incidences négatives sur les droits humains et de violations du droit international humanitaire. La prise de décision devrait se fonder sur des processus de diligence raisonnable et s'en inspirer, car cela peut contribuer à protéger et à promouvoir les droits humains et le droit international humanitaire, ainsi qu'à éviter les risques juridiques, politiques ou de réputation pour l'UE en ce qui concerne le soutien qu'elle apporte aux forces de sécurité de pays tiers.

Dans le cadre de l'élaboration par l'UE de sa HRDDP, cette réunion rassemblera des officiel·les de l'UE et des expert·es de la société civile travaillant sur ces questions, en particulier sur la manière dont le soutien aux acteurs et actrices du secteur de la sécurité peut affecter les communautés dans les pays fragiles et touchés par des conflits, afin de recueillir leurs commentaires en vue de finaliser la HRDDP et ses outils de mise en œuvre connexes.

Objectifs

L'objectif global de la réunion sera de recueillir l'analyse et les recommandations d'expert·es de la société civile sur la manière dont l'UE devrait identifier, gérer et prévenir les risques éventuels de violations des droits humains et du droit international humanitaire liés à son soutien aux secteurs de la sécurité de ses pays partenaires. En particulier, la réunion permettra de recueillir des contributions et des commentaires sur les questions et les points qui devraient être pris en considération et inclus dans la HRDDP de l'UE pour son soutien aux secteurs de la sécurité et ses outils de mise en œuvre

connexes. Les discussions prendront en compte les implications de ces questions en fonction du genre et de l'âge.

Format

La réunion prendra la forme d'une table ronde, laquelle se tiendra selon la règle de Chatham House.¹ Il s'agira d'une session hybride (en ligne et en présentiel) de deux heures.

Participants

La réunion rassemblera environ 25 à 30 participant·es, dont 10 à 15 expert·es de la société civile et des officiel·les du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et de la Commission européenne (CE).

Langue

Les discussions se tiendront en anglais.

¹ Les participant·es sont libres d'utiliser les informations reçues, mais ni l'identité ni l'affiliation des intervenant·es ou de tout autre participant·e ne peuvent être révélées (voir : <https://www.chathamhouse.org/chatham-house-rule>).

Agenda

9h15 – 9h30	Inscription et petit-déjeuner de bienvenue
9h30 – 9h40	Remarques préliminaires <ul style="list-style-type: none"> • Service européen pour l'action extérieure • EPLO
9h40 – 10h00	Présentation du projet de HRDDP
10h00 – 11h20	Échange interactif avec la société civile sur le projet de HRDDP Les questions suivantes (et d'autres) pourront être abordées : <ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les risques les plus courants liés à la présence, aux actions et aux opérations des forces de sécurité internationales, nationales et locales pour les communautés touchées par des conflits ? • Quels sont les éléments clés que les acteurs et actrices de l'UE devraient prendre en considération lorsqu'elle fournit un soutien aux secteurs de la sécurité de ses pays partenaires ? • Comment l'UE peut-elle s'assurer que les droits et les circonstances spécifiques de toutes les personnes — y compris les femmes, les enfants et les personnes âgées, les minorités et les réfugiés — sont pleinement pris en considération dans les évaluations des risques en matière de droits humains et de droit international humanitaire ? • Quelles sont les options concrètes qui s'offrent à l'UE pour contribuer au développement de forces de sécurité plus respectueuses des droits humains et du droit international humanitaire ? • Comment l'UE devrait-elle s'engager auprès des acteurs et actrices de la société civile dans le cadre des initiatives visant à garantir que les forces de sécurité nationales soutenues par l'UE respectent (et continuent de respecter) le droit international humanitaire et le droit international relatif aux droits humains ?
11h20 – 11h30	Remarques finales <ul style="list-style-type: none"> • Service européen pour l'action extérieure • EPLO
11h30 – 11h45	Café et thé

Civil Society Dialogue Network

Le CSDN est un mécanisme permettant le dialogue entre la société civile et les responsables politiques de l'UE sur des questions de paix et de conflit. Il est cofinancé par l'Union européenne (instrument contribuant à la stabilité et à la paix). Il est géré par l'EPLO, un réseau de la société civile, en collaboration avec la CE et le SEAE. La quatrième phase du CSDN a commencé en 2020 et durera jusqu'en 2023. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le [site Internet d'EPLO](#).